

« En opposant la haine à la haine, on ne fait que la répandre »

ONU Charles Michel livre un ultime effort pour obtenir un siège au Conseil de sécurité

► Le Premier ministre belge a insisté tout au long de son adresse sur les grandes vertus du « multilatéralisme ».

► Soit le contre-pied de Donald Trump, chantre de la « souveraineté » et de la force de l'Etat-Nation.

ECLAIRAGE
NEW YORK
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Une profession de foi, de bon aloi. Un discours dans la pure tradition diplomatique de la « petite Belgique », sans attaque ad hominem ni critiques saignantes, mais ferme sur quelques principes et les valeurs. D'évidence, Charles Michel a cherché à ne blesser (presque) personne, dans le discours prononcé vendredi à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies. Jusqu'à dire qu'« il ne s'agit pas de faire des leçons de morale. Ni de vouloir dicter, de gré ou de force, un modèle de démocratie "clé sur porte" ».

Dame ! C'est que le Premier ministre achevait à New York une semaine « de la dernière chance » (même si l'effort se poursuivra dans d'autres enceintes) pour éliminer soit Israël soit l'Allemagne lors du vote prévu en mai prochain pour attribuer en 2019-2020 au « groupe occidental » deux sièges de membres non permanents au Conseil de sécurité, le saint des saints onusien.

« Bâtir le consensus et agir pour la paix » : Charles Michel a achevé son discours par le slogan de la campagne lancée il y a deux ans par la Belgique pour décrocher ce siège. « Par son attitude transparente et constructive, mon pays engrange des résultats qui profitent à

tout le monde. La Belgique est une terre de compromis ! » Et d'égrener : combat contre les injustices, pour les libertés, pour la paix, contre le terrorisme, pour la cohésion sociale, contre les trafiquants de migrants, pour le développement, la justice internationale et, comme il le soulignait abondamment dans l'entretien accordé au *Soir* (nos éditions de vendredi), pour la nécessité de « dialoguer », y compris, et même surtout, avec les pays avec lesquels on est en désaccord. « Jamais et nulle part la rupture diplomatique n'a fait progresser les valeurs universelles », a dit le Premier ministre – peut-être en pensant à ceux qui, en Belgique, se sont offusqués de notre coopération avec les « services » soudanais...

En filigrane, toutefois, le discours du Premier ministre a plusieurs fois pris l'exact contre-pied du président Trump, le New-Yorkais le plus en vue de la 72^e édition du raout diplomatique annuel. En appelant à la lutte contre le changement climatique « tous ensemble », au maintien du « dialogue » de non-prolifération nucléaire avec l'Iran, en plaidant pour la CPI boudée par les Etats-Unis, en dénonçant les « murs » et en plaidant pour le libre-échange, Charles Michel a plaidé la cause du « multilatéralisme » là où Donald Trump a vanté la « souveraineté » et la force de l'Etat-Nation...

Les mots de Gandhi

« Coincé » entre le Premier ministre de Moldavie Pavel Filip et Lyonchoen Tshering Tobgay, celui du « Pays du bonheur », le Bouthan. le chef du gouvernement belge s'est également inquiété de l'escalade verbale inédite entre le président des Etats-Unis et ses deux « bêtes noires », le despote au pouvoir à Pyon-

gyang et les ayatollahs iraniens : une escalade qui inquiète Charles Michel. « Je veux citer ici ces mots de Gandhi, redoutables par leur justesse et leur actualité : "En opposant la haine à la haine, on ne fait que la répandre" ».

Tout cela suffira-t-il pour faire partie du ticket pour le siège onusien ? Selon nos informations, la Belgique aurait déjà engrangé 116 promesses de soutien sur les 193 Etats membres de l'ONU. Un score important mais qui ne garantit pas la victoire, à ce stade. Autre inconnue, piquante : outre Israël, qui de la Belgique ou de l'Allemagne les Etats-Unis choisiront-ils comme deuxième pays ? ■

PHILIPPE REGNIER

LA CRISE AU CONGO

Michel en long tête-à-tête avec le président Kabila

Charles Michel a eu un long entretien en tête-à-tête avec le président congolais Joseph Kabila, vendredi après-midi, à Manhattan. L'entrevue a duré une heure et quart et a été qualifiée par son entourage de « instructive et utile ». Le Premier ministre, tout comme son interlocuteur, se sont refusés à dévoiler « à chaud » le contenu de leur conversation, forcément délicate dès lors que la situation sécuritaire au Congo est tendue à l'extrême tandis que le calendrier électoral va « de glissement en glissement » et que le président élu n'a toujours pas fait connaître son intention de quitter le pouvoir après les deux mandats autorisés par la Constitution. C'était la première rencontre entre les deux hommes, sans aucun conseiller, depuis un seul autre contact bilatéral en marge du sommet de la Francophonie à Dakar, en 2014. (Ph.R.)